

ANARCHOSYNDICALISME !



RESISTANCE POPULAIRE : TROUVONS LA VOIE !

_ LE CHÔMEUR... UNE MARCHANDISE COMME LES AUTRES _ CONTRE LA GUERRE CIVILE, RÉVOLUTION SOCIALE _ DES PAILLETES PLEIN LES YEUX _ JUSTICE POUR PIERRE ET YANN _ FAIRE FACE A LA REPRESSION _ SOLIDARITE CAEN _ 1 YAOURT : 7 MOIS FERME _ DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS CONTRE LA RÉPRESSION... _ MILIEU ETUDIANT : TOUJOURS LA MISÈRE _ POINT DE VUE SUR DE RÉCENTES ÉVOLUTIONS _ "NOUS" OU "ILS" ? _ SUR LA MISÈRE DE NOS SERVICES DE SANTÉ _ UN MYTHE À COMBATTRE _ ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE ET RÉVOLUTION SOCIALE _ ANARCHISTES DE TOUS LES LYCÉES, UNISSEZ-VOUS _ CÉNÉTISTEMENT VÔTRE _ COMMENT J'AI ÉCHAPPÉ À DEVOIR PROUVER TOUS LES JOURS QUE J'ÉTAIS LE PÈRE DE MON FILS...

**2 EUROS /// JANVIER - FEVRIER 2008
N° 104 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086**

C.N.T - A.I.T

Anciennement "Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées"

ABONNEMENT

Un an :
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à l'ordre de :

CDES
CCP 3 087 21 H
Toulouse

Tout contact avec le journal :

CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des informations en ligne

sur le site de Toulouse :
<http://cnt-ait-toulouse.fr>

sur celui de Paris-N^d :
<http://cnt-ait.info>

et sur celui de Caen (avec un forum)
<http://cnt.ait.caen.free.fr/>

Secrétariat régional
 Midi-Pyrénées

CNT-AIT,
BP 158 82001
Montauban Cédex

Autres adresses :
 Secrétariat de l'AIT
 AIT, ASI-MUR CLS,
 Postanski pretinac 6,
 11077 Beograd, Serbie

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

LE CHÔMEUR... UNE MARCHANDISE COMME LES AUTRES

J'arrive de l'ANPE où je viens de passer une journée "Création d'Entreprise". Entouré de pleins d'autres chômeurs, nous nous sommes retrouvés pour un jour dans la peau d'un futur chef d'entreprise !! Groupes... mais qu'est-ce qu'on fout là tous ?

On nous explique que le patron est seul face à d'énormes responsabilités, qu'il travaille dur, 12 h par jour, qu'il est sous tension permanente et qu'il est le seul à prendre des risques. On nous fait comprendre implicitement de manière répétée que l'Etat lui prend la plupart de ses bénéfices par le biais des charges sociales.

Bref l'opération consiste à nous démontrer que le patron a une position ingrate et que c'est plein de courage et d'humilité qu'il remplit seul sa mission bienfaitrice, la production des richesses, pour le bien-être de la collectivité tout entière !...

Si malgré ça on persiste à vouloir créer notre entreprise, alors il faut investir en monnaie sonnante et... sans trébucher. Mais le parcours nous est généreusement balisé... Puisque, a priori, le chômeur n'a pas le capital nécessaire à la création de sa future entreprise, alors vient le moment en fin de journée de l'offre ultime, du suprême cadeau : le Saint CRÉDIT.

Toute une gamme de crédits bancaires, tous plus généreux et désintéressés les uns que les autres, nous est vendue. En l'espace de quelques heures l'ANPE devient alors une véritable vitrine bancaire où toute la panoplie du Saint-Crédit nous est minutieusement exposée. En plus ces miraculeux crédits sont cumulables, histoire de vous "aider" le plus durablement possible. Merveilleux non ?

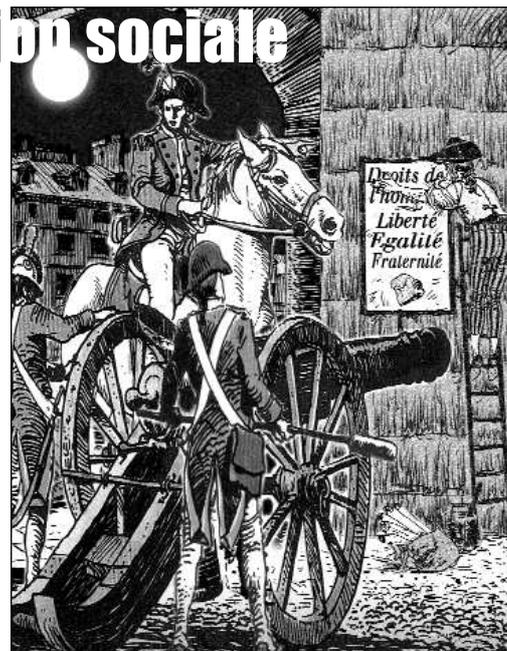
Avec des "et hop!" et des "C'est ti pas beau ça !" on vous sort du chapeau magique le Saint-EDEN, le Saint-PCE, le Saint-Prêt-d'Honneur, etc., etc. En veux-tu, en voilà. "Et hop !". Cela vous est présenté comme "une aide", une récompense, un privilège. Malgré toutes ces faveurs si vous rencontriez tout de même des soucis bancaires – Étonnant non ? Difficile à croire tout de même, des soucis après des crédits bancaires ?? – Alors on vous propose le must du must, le super, le rapide, le compréhensif, le solidaire, le "un peu plus cher que les autres" avec son taux d'intérêt à... 8 % ! : le Saint-ADIE. "Adie" donc qu'est-ce qu'ils ne feraient pas pour nous hein !

Toute cette enrichissante journée a été orchestrée par une femme dynamique dont on découvre le curriculum vitae sur une des nombreuses fiches distribuées : consultante – formatrice, Master of Business Administration (MBA) spécialisation Marketing - Université de Floride ; Ecole de Commerce International – Business Management School (BMS). Expérience professionnelle : 1 an en tant que chargée de mission pour le développement du marché américain, 2 an en tant que responsable administrative des ventes export, 1 en tant qu'assistante commerciale export. Cette "gagnante" travaille pour une structure indépendante de l'ANPE. Après un questionnement précis et insistant sur la nature de cette structure, elle finit par répondre qu'il s'agit d'une association à but non lucratif qui a pour concurrents d'autres associations ou entreprises privées, qui forment à elles toutes le réseau national dit "Boutiques de Gestion"... Et voilà, ces manager-boutiquiers gèrent... mais que gèrent-ils ? Quelle marchandise ?

Ben la marchandise, c'est nous quoi : les chômeurs !

Contre la guerre civile, révolution sociale

La crise politique et sociale a connu en 2002 une accélération qui débouche aujourd'hui sur un véritable changement d'époque. Les bouleversements de ce premier semestre de présidence sarkosyste sont là pour le démontrer à ceux qui en douteraient encore. La grande nouveauté, ce n'est pas tant que, du début de cette prise de pouvoir jusqu'à ce jour, révoltes, grèves spontanées, blocages et autres protestations se soient succédés à un rythme soutenu sur tout le territoire. Pas tant non plus que toutes les formes précédentes de contrôle et de canalisation de luttes soient en perte de vitesse ; que partis politiques, syndicats, médias soient de plus en plus rejetés et fassent l'objet d'une méfiance grandissante. Pas même que tout ceci montre l'émergence de potentialités révolutionnaires. La grande nouveauté, c'est surtout que le pouvoir prend acte de cette évolution et que, comme si lui aussi considérait la période comme pré-révolutionnaire, il concentre sa stratégie en une seule ligne d'attaque.



UN S.D.F. A LA SEINE

Le SDF maladroitement "tombé"^{*1} dans la Seine lors d'une intervention de police très musclée, pratiquement sous les yeux des organisations caritatives, est un symbole fort de cette nouvelle ligne qui tient en quatre mots : provocation et affrontement direct.

Jouant sans scrupule le rôle du voleur qui crie "Au voleur !" ^{*2}, l'Etat prend prétexte des troubles qu'il provoque lui-même pour s'autoriser, selon les termes d'un très haut responsable de sa majorité, maire de la quatrième ville de France, "à sortir de la légalité républicaine"^{*3}.

Quand l'Etat balance des gens à la flotte, quand il commence à annoncer qu'il va sortir de sa propre légalité, quand il a déjà fait l'expérience de mettre le pays en état de siège pendant une révolte banlieusarde, peut-il dire plus clairement qu'il joue avec le feu, le feu de la guerre civile ? Certes, une guerre civile de basse intensité, une guerre torve et larvée, mais une guerre quand même. Dès lors, tout prend sens. D'abord la "réforme de l'Etat", menée dans la plus grande discrétion afin de concentrer tous les pouvoirs d'intervention en une seule main, celle du préfet de région. Ensuite son corollaire, la réforme de la magistrature^{*4}. Mais aussi le maintien de l'occupation militaire avec le plan "vigipirate" (alors qu'on déroule le tapis rouge devant un des leaders mondiaux du terrorisme étatique). Et bien sûr, le suréquipement des policiers, l'augmentation constante de leurs effectifs^{*5}, la multiplication des lois répressives pour tout et pour rien, la modification haussmannienne du plan des banlieues...

Et, puisque l'Etat a choisi la provocation et la guerre, malgré quelques discours résiduels, il commence à jeter les masques et à se permettre tous les coups : il injurie les smicards grévistes en les traitant de "privilegiés", alors que la nouvelle aristocratie

affiche une existence pharaonique. Il insulte les jeunes de banlieues, traités de racaille alors que les patrons détournent des milliards. Il inverse le sens des mots suivant les besoins de la cause. Il roule avec allégresse dans la farine ses "partenaires" en parjurant ses engagements avant même que l'encre de sa signature ne soit sèche. Et comme si ce n'était pas assez, il matraque, gaze et embastille ; et ses mercenaires peuvent vous écraser impunément au coin d'une rue si, tel un maladroit SDF, vous aussi vous "tombez" sous leurs roues^{*6}.

Tant de cynisme, tant d'affichage de force bestiale poursuit un double but : d'abord faire éclater des révoltes, mais des révoltes localisées qui deviennent, à leur corps défendant, des sortes de contre-feux allumés périodiquement afin d'empêcher un embrasement général. Ensuite et surtout enkyster ces révoltes, les faire tourner au conflit intrapopulationnel. Rien de plus simple pour cela : après avoir provoqué les uns, manipulations médiatiques aidant, on monte les autres contre eux. Il ne reste plus à l'Etat qu'à assaisonner le tout d'une bonne dose de répression. Tout ceci est la définition même de la guerre civile de basse intensité.

LA GUERRE CIVILE NE SE COMBAT QUE PAR LA RÉVOLUTION

Face à cette stratégie offensive et destructive, la seule riposte de fond c'est de travailler à la construction des changements révolutionnaires. Construire des rapports révolutionnaires dans la société, c'est mettre en oeuvre tout ce qui peut favoriser la prise de conscience, la mobilisation collective pour la résistance à l'exploitation et le combat social. Que ce soit dans les entreprises, les bureaux, les lieux d'apprentissage, à la ville comme à la campagne, les possibilités sont multiples. Elles sont régulièrement

illustrées dans les colonnes de ce journal.

Le cynisme, le mépris avec lequel le pouvoir a mis le doigt en relançant l'engrenage provocation-répression nous offre une piste supplémentaire d'action. S'il est des domaines qu'il a désertés, c'est bien ceux de l'éthique et de la solidarité.

Ethique et solidarité, deux points forts de l'anarchosyndicalisme, deux domaines où nous pouvons porter à l'Etat des coups qu'il n'attend pas en ralliant aux idées révolutionnaires ceux qui se trouvent confrontés à sa bestialité, ceux qui gardent en eux un sentiment de justice, ceux que la peopolisation fait vomir et, plus généralement tous ceux qui ne sont pas prêts à prendre un nain pour un géant.

Un militant CNT-AIT

_1. Mais comment peut-on être assez bête pour tomber dans l'eau entouré de tant de policiers venus protéger le bon ordre ? Heureusement les barques de la police fluviale étaient là, par le plus grand des hasards (puisqu'on nous jure qu'il n'y a pas eu préméditation), pour recueillir ceux qui allaient tomber... **_2.** Ce qui pourrait bien se terminer par un rôle beaucoup plus drôle, celui de l'arroseur arrosé. **_3.** Déclaration de Moudenc, maire de Toulouse, majorité sarkosyste. **_4.** Le resserrement du nombre de tribunaux permet un plus grand contrôle et un parfait pyramidage. Les peines planchers, la "prison après la prison" sur simple décision administrative,... sont autant de limites imposées aux juges. Ce n'est pas que les magistrats aient jamais fait courir le moindre risque au système. Au contraire, ils le défendent bec

et ongles. Mais il arrive à certains, quoique fort rarement, de relâcher un inculpé au motif futile qu'il est innocent (tout dernier exemple : un tribunal relaxe, un jeune accusé du classique "rébellion et outrage" par plusieurs policiers sous la foi du serment. Il est vrai que la vidéo des faits prouve que les flics avaient menti). De telles "bavures judiciaires" ne sont pas compatibles avec une machine de guerre. D'où la réforme en cour. **_5.** Les "économies" sont l'argument de la réforme de la justice (et de celle de l'Etat en général). Mais, quand il s'agit de la police, il n'en est plus question. Le Ministère de l'intérieur est essentiellement celui de la Dépense ! **_6.** Cela arrive maintenant partout. Premier exemple "Marseille : Une voiture de police fauche un adolescent (23 juin 2007). La collision s'est produite à un carrefour du quatorzième arrondissement de Marseille, alors que l'adolescent traversait le passage piéton, son vélo à la main. Le garçon de 15 ans a été renversé par un véhicule de police. Transporté à l'hôpital dans un "état sérieux"... selon les premiers témoignages, le véhicule de police aurait grillé le feu rouge, doublant sur sa gauche un autre véhicule arrêté au feu, et heurté de plein fouet l'adolescent." Deuxième exemple un peu plus ancien : "Toulouse : une femme médecin fauchée par une moto conduite par un policier en dehors de son servic ... Il circulait à contresens dans un couloir de bus, en centre ville. La femme a été tuée sur le coup." Quand un chien mord un gosse, l'Etat pond une loi anti-chien. Quand un manège se détache, l'Etat pond une loi anti-manège. Quand des flics-chauffards tuent des promeneurs, l'Etat les encourage à continuer à jouer aux cow-boys. Cherchez l'erreur.

Des paillettes plein les yeux

Après le foot, on nous sert un beau conte de Noël sur un plateau, à l'américaine. L'histoire d'amour du "señor présidente" et de la chanteuse... Pendant ce temps, un môme est ramené à la frontière, mon voisin prend deux ans de tôle pour avoir lancé un caillou sur un pompier, deux étudiants perpignanais se retrouvent au banc des accusés avec des méthodes à la Franco, un lycéen montalbanais va passer en jugement pour insultes aux forces publiques et risque deux ans de prison, un autre se retrouve au trou pour 7 mois pour avoir lancé un yaourt sur la voiture de l'amant de la chanteuse... Dans les cités, les voitures continuent de brûler, tous les soirs, seul moyen pour ceux qui les crament, de crier leur colère face à l'injustice de classe. L'Etat se frotte les mains, ça légitime leurs méthodes de répression. Ne nous laissons pas endormir, redoublons de vigilance et organisons-nous contre toutes leurs formes répressives. N'acceptons pas le dos courbé la force qu'ils nous imposent. C'est la rage au ventre que l'on doit continuer la lutte et leur pourrir leur logique punitive. Comités de soutien, de familles, de quartiers, multiplions les solidarités et les démarches pour crier notre indignation.

Daisy

LAVOUR : LE CAUCHEMAR DE NOËL

La ministre de la "justice" tenancière du lieu n'a pas oublié la moindre serrure, le moindre barreau. Elle n'a "oublié" qu'un "détail" (comme dirait Le Pen, véritable inspirateur de ce gouvernement) : il n'y a rien de prévu pour les familles qui viennent voir leur gamin incarcéré à Lavour.

Ajoutant à l'ignominie fondamentale que constitue, en soi, une prison pour des enfants, cette humiliation supplémentaire consiste à faire "payer" un peu plus les familles.

Devant la dénonciation du fait, la "justice" fait semblant de découvrir que – qui l'eût crû – Noël tombait cette année en plein hiver et que – plus incroyable encore – en hiver, il gèle. En attendant, c'est à la rue, dans le brouillard givrant qui enserrait Lavour depuis plusieurs jours, dans un froid glacial que des femmes et des hommes attendent pour venir voir leur gamin, que des enfants (parfois très jeunes) se morfondent pour venir voir leur frère ou leur sœur.

PRISONS

Les conditions dans lesquelles se déroulent les distributions de colis, en ces fêtes de fin d'année, montrent, encore une fois, ce qu'est la prison : C'est une institution de maltraitance des prisonniers et de leurs proches. Brimades aux parloirs, non-réponse aux demandes du règlement intérieur, mandats rejetés pour un coup de tampon placé de travers, refus de parloirs injustifiés. Autant d'attitudes arbitraires qui font de nous des coupables par ricochet. Tout cela consiste, non seulement à rabaisser la population, mais a aussi une fonction principale qui est nous faire peur, nous faire taire pour que les choses ne changent jamais. Face à cela, ici comme dans le quotidien, notre arme est la solidarité, ne restons pas isolés ! Non aux prisons non à cette société d'enfermement.

CASP,

**7 rue St Rémézy, 31 000 Toulouse
05.61.52.86.48
groupe.casp@hotmail.fr**

L'Etat a la mémoire longue...

**RÉPRESSION DU MOUVEMENT ANTI-CPE/CNE :
APPEL À SOLIDARITÉ**

Lors de la lutte anti-CPE/CNE, plusieurs personnes ont été interpellées et condamnées. Nous apprenons qu'un des derniers inculpés, mineur au moment des faits, est condamné en partie civile à payer 1 500 euros pour violence en réunion. Compte tenu de sa participation aux luttes – comme celle qui se déroule actuellement sur l'université – et de sa situation financière très délicate, le groupe CNT-AIT de Caen a décidé de lancer un appel à la solidarité. Pour apporter votre soutien, vous pouvez envoyer une aide financière :

– par chèque, à l'ordre de CNT-AIT, en indiquant "Solidarité Hugo" au verso, à : **CNT-AIT BP 2010 14089 CAEN CEDEX**
– ou par virement sur le CCP de l'UL CNT-AIT de Caen : CCP n° 0294953E035

La somme ainsi collectée lui sera directement versée.

Olivier :**1 pot de yaourt = sept mois ferme**

Il a osé lancer un pot de yaourt (non périmé) sur la voiture de Sarko ! Crime de lèse-majesté. Olivier, fondateur du groupe "Vélorution" est au trou pour sept mois. Voici un extrait de sa réponse au Comité d'aide et de soutien aux prisonniers (CASP) :

"Merci, merci, merci à tout le CASP pour les courriers, tous, faut vraiment faire passer le message à toutEs. Côté argent ça va, j'ai fait les principales dépenses, et puis normalement je devrais travailler bientôt. Concertez-vous car je renouvelle ma demande : je suis ici pour des motifs politiques, cela ressortira tôt ou tard, mais après avoir beaucoup pensé à ça, cela m'était sorti de la tête (la taule) avant de revenir au galop ces dernières semaines. J'ai fait ce chemin depuis 5 ans, très souvent seul, et au final je vois débouler tout cet univers : heureusement qu'il y avait les courriers. Maintenant que je suis ici, que je vois vraiment toute l'absurdité de ce système, n'ayant pas l'âme d'un écrivain, j'aimerais faire quelque chose de l'intérieur, être un relais... Une autre chose m'a marqué c'est le nombre de gars dont les familles sont loin, qu'il n'existe rien comme point de chute ici par le biais d'une association, là aussi je me demande si je peux faire relais aussi.

Je pensais faire une grève de la faim, j'ai tenu trois jours puis j'ai compris que ma petite personne était insignifiante, que cela arrangeait mes ennemis cette automutilation. J'ai pesté et ragé pendant quelques jours, MAINTENANT JE SUIS DEBOUT DANS MA TETE et à ma sortie je recommencerai ce que je faisais au sein de Vélorution et Myrys, avec le CASP en plus si je peux être utile...

Je n'ai droit qu'à un parloir par semaine, va falloir s'inscrire bientôt ! Je savais que j'étais chiant mais avoir des gens qui veulent mon bien, à ce point là, c'est fort, je dois avoir reçu une vingtaine de lettres en 4 à 5 jours, je crois qu'ils ont jamais vu ça ici. Je sais bien d'autres ici ont besoin de vous, dites-moi ce qu'il est possible de faire...

Olivier"

Pour lui écrire : Olivier Théron, prisonnier politique vélorutionnaire, écrou 10 569, MA de Seysses, BP 85, 31603 Muret Cedex

Justice Pour Pierre et Yann

À la suite du mouvement étudiant de novembre, le président de l'université de Perpignan et une partie des enseignants opposés au mouvement de grève, ont assigné en "justice" deux camarades étudiants, militants tous deux de la CGA (Coordination des groupes anarchistes) et du syndicat SUD Etudiant, aux fallacieux motifs de "dégradations ; vol ; menaces de mort." Cela, alors même que des enseignants se sont illustrés, sans ambiguïté aucune, par des attitudes provocatrices voire violentes au cours de ce même mouvement.

Sur la base de cette plainte, mercredi 19 décembre, au petit matin, Yann et Pierre, ont été arrêtés à leur domicile. La police a procédé à une perquisition à leur domicile et à la saisie des ordinateurs. A l'issue d'une garde à vue de 48 h, aucune des charges initiales n'a été retenue contre eux, preuve, si besoin en était de la légèreté coupable avec laquelle les plaintes avaient été dirigées à leur rencontre. Des plaintes nominatives pour insultes (!) ont alors été déposées par des enseignants à l'encontre de Pierre et Yann. Sur la base de ces accusations, ils sont placés sous contrôle judiciaire :

- il leur est interdit de sortir des limites du département des Pyrénées-Orientales,
- il leur est interdit de se rendre à l'Université de Perpignan, sur le campus universitaire, au restaurant universitaire,
- ils doivent s'abstenir de tout contact entre eux.

Un des effets de ces mesures iniques est d'interdire à nos camarades d'aller à la fac et donc de poursuivre leurs études. C'est démentiel alors que les "plaignants" déclaraient n'agir qu'en vertu de la seule "liberté pour tous de suivre les cours..."

De plus on ne peut que souligner la disproportion entre l'accusation restante (des insultes !) et la privation des libertés les plus fondamentales (dont celle d'aller et de venir) qui frappe ces deux jeunes. Faisant fi de la présomption d'innocence, ce type de contrôle tend à accréditer la thèse inepte que Yann et Pierre sont de dangereux individus, qu'ils sont coupables avant même d'avoir été jugés !

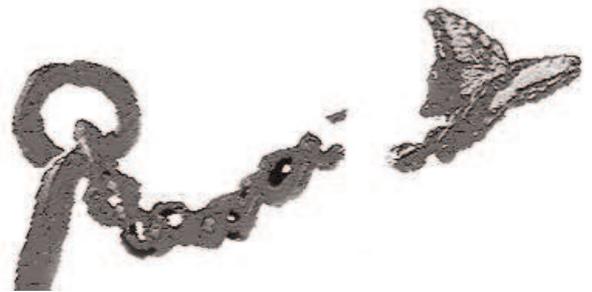
Pierre et Yann n'ont reconnu aucun des actes, aucune des déclarations, aucune des charges qui leur étaient imputés ! Nous dénonçons ces pratiques qui font encore monter d'un cran la répression sur les mouvements étudiants. Nous dénonçons ces mesures d'acharnement qui ont pour but de les faire rentrer dans le rang. Nous réclamons l'annulation du contrôle judiciaire infondé auquel Yann

et Pierre sont soumis. Nous dénonçons par avance toute tentative de monter artificiellement des poursuites contre eux. Nous réclamons l'arrêt de la procédure à l'encontre de Pierre et Yann. Nous appelons l'ensemble des acteurs des luttes étudiantes et plus largement du mouvement social à se solidariser et à réagir à ces tentatives de criminalisation des luttes.

Une souscription, gérée par le comité "Justice pour Yann et Pierre", est ouverte. Chèques à l'ordre du CES (préciser "solidarité Yann et Pierre"). Adresse : C.E.S. BP 233, 66002 Perpignan cedex.

CNT-AIT

**9 rue Duchalmeau
66000 PERPIGNAN**



TOUS LES MOYENS SONT BONS POUR FAIRE TAIRE LES OPPOSANTS A LA BIOMETRIE

Alors qu'il était parti en vacances, le proviseur du lycée de Font-Romeu a accusé un de nos compagnons d'avoir volé l'ordinateur qui gérait les relevés provenant de la borne biométrique du self. Il est vrai que celui-ci s'était clairement opposé à l'installation et à l'utilisation de ce matériel de fichage biométrique. Il avait imposé au proviseur le respect des directives de la CNIL qui fait obligation au chef d'établissement de maintenir, pour les parents d'élèves ou élèves majeurs qui refusent la biométrie, un autre système de gestion des entrées au self.

Cette fausse accusation montre jusqu'à quel point les gérants du système sont capables d'aller pour qu'on leur laisse carte blanche pour le fichage des jeunes. La perquisition qui a suivi cette dénonciation ne s'est pas faite dans la délicatesse, bien sûr ! Que l'Etat mette tant de moyens pour réprimer ceux qui s'opposent à sa planification de leurs vies n'est pas surprenant : le fichage des individus est plus important que l'épanouissement de ceux-ci ! Quand il s'agit de trouver de l'argent pour installer des engins de surveillance et de fichage, l'Etat sait faire des prouesses, mais quand il lui faudrait améliorer les conditions de vie et d'existence des individus, alors il fait appel au privé, aux politiciens de tous bords et à ses flics si besoin pour faire taire la contestation !

La planification est en route et il faut y résister par tous les moyens ! Organisons nous et luttons pour un autre futur.

CNT-AIT Perpignan

Deux ou trois choses que je sais contre la répression...

Il y a officiellement en France, douze millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (dont deux millions d'enfants), et pour cela menacées quotidiennement d'expulsion de leur logement, de coupures d'électricité, et de continuelles tracasseries administratives. Il y aussi des centaines de milliers de sans papiers et leurs familles, traquées par la police, vivant en permanence dans la peur. Quant aux prisons elles débordent littéralement... on y est jeté pour tout et n'importe quoi (une seule condition : être pauvre...). De plus en plus le pouvoir, au moindre prétexte, criminalise les contestataires... Chaque fois, la question est "Qu'est-ce qu'on peut faire, tout de suite, en pratique ?" quand on est seul ou presque ?

Il est clair, pour nous, que la répression, sous ses multiples visages, ne prendra fin qu'avec la fin du système. Faut-il en conclure qu'on n'a rien à faire en attendant ? Certainement pas, tout d'abord parce que la lutte contre la répression peut être un des moyens de mener la lutte tout court ; ensuite parce que le meilleur allié de la répression c'est le silence. A l'inverse, plus le prix politique de la répression est élevé, plus le pouvoir hésite. Que faire donc ? Voici quelques idées basiques.

En ce qui concerne toutes les personnes en butte aux expulsions, elles ont en général, un peu de famille, des amis, des voisins, des collègues si elles travaillent... Pas besoin d'être des milliers. Réunir ce petit noyau de ces personnes de bonne volonté, et voici constitué un "comité de soutien".

Un noyau qui décidera, ensemble, en se réunissant régulièrement chez l'un ou l'autre, ce qu'il fera. A ce stade, la première idée qui vient souvent, c'est de penser qu'il suffit de contacter une association "droit de l'homme" ou un parti, un syndicat, un homme politique, pour qu'il s'occupe du dossier et le résolve. Ce n'est pas surprenant, l'immense majorité des gens conserve des illusions sur le système¹. Or, ce qui est certain, c'est qu'un comité de soutien ne peut compter que sur lui-même (et sur des comités de son genre). Les "autres" (associations, partis, syndicats...) feront peut-être

quelque chose, mais uniquement si le comité mène le combat, s'ils se sentent obligés de suivre. Si le comité (ou l'intéressé) leur livre "le dossier", c'est fini. Notre expérience, de multiples fois répétée, nous montre que leur rôle objectif est de décourager, de démoraliser les plus combattifs ("Il faut attendre que...", "On ne peut pas intervenir tant que la justice ne s'est pas prononcée", "Notre avocat va s'en occuper", "Surtout pas de vagues, la justice n'aime pas ça"...) et de noyer le poisson.

Donc, que peut faire un petit comité ?

D'abord expliquer de façon simple, par écrit, ce qui se passe. Et le diffuser : affichettes, tracts... tout cela peut être fait sans autre moyen que quelques photocopies. On peut les placarder, les mettre dans les boîtes à lettres, distribuer autour de l'administration concernée... les pétitions facilitent le contact direct avec les gens...

Ensuite, passer à l'action à son petit niveau, sans se préoccuper de l'avis des "gens bien informés" (qui ne manqueront pas de venir expliquer qu'il est urgent d'attendre). Par le passé nous avons vu des mères de famille monter au créneau, entamer des grèves de la faim. Nous les comprenons. Mais il nous semble plus simple et plus efficace de se rendre collectivement dans une administration quelconque mais facilement accessible. Une permanence d'adjoint au maire

ou autre pèlerin de la sorte peut aussi faire l'affaire. Que ce lieu n'ait pas de rapport direct avec l'affaire n'a strictement aucune importance. C'est l'Etat qui réprime, et l'Etat est un tout. On débarque donc dans un bureau. On peut alors demander à parler à un responsable. Il dira qu'il n'y est pour rien. On lui demandera ce qu'il pense du problème, lui, en tant qu'être humain, pas en tant que rouage du système. On lui répétera ce qu'on a à dire... On repart, on reviendra, ici ou ailleurs, porter la même protestation. A ce stade, il ne s'agit pas d'occuper quoi que ce soit ou de s'affronter avec qui que ce soit. Il y a des milliers de personnes harcelées par le pouvoir, on lui rend simplement la monnaie de sa pièce. Si chaque jour, il y avait des centaines de petits groupes de personnes qui faisaient ce modeste travail, le système serait certainement moins leste et la multiplication des actes sporadiques favoriserait un changement d'ambiance général, le passage de la résignation à la résistance.

Dans les cas de poursuites judiciaires, il faut également organiser un comité de soutien avec les proches. C'est ce comité qui permettra d'aider et de renforcer le "justiciable" de façon à ce qu'il puisse affronter cette lutte dans les meilleures conditions pénales, matérielles et morales. Ainsi en cas d'incarcération il faut l'encourager par la multiplication des courriers, de demandes de parloir, pour qu'il reste debout, pour ne pas qu'il soit écrasé. C'est très important parce qu'alors il pourra aider d'autres personnes écrouées, faire circuler les numéros d'écrous des plus isolés, informer sur l'actualité pénitentiaire, bref créer un rapport de force intra muros qui pourra être relayé par l'extérieur avec une véritable résonance politique et concrète.

Marielle

¹. Ainsi, des familles de jeunes de banlieues emprisonnées que nous avons soutenu ont-elles pensé au début qu'il suffisait d'écrire à Sarkozy car il ne savait certainement pas quelles injustices étaient commises par sa police...



Milieu étudiant :

Toujours la misère

"Esclave stoïcien, l'étudiant se croit d'autant plus libre que toutes les chaînes de l'autorité le lient. Comme sa nouvelle famille, l'Université, il se prend pour l'être social le plus autonome alors qu'il relève directement et conjointement des deux systèmes les plus puissants de l'autorité sociale : la famille et l'Etat. Il est leur enfant rangé et reconnaissant. Suivant la même logique de l'enfant soumis, il participe à toutes les valeurs et mystifications du système. Ce qui était illusions imposées aux employés devient idéologie intériorisée et véhiculée par la masse des futurs petits cadres"

Mustapha Khayati "De la misère en milieu étudiant"

L'échec du mouvement étudiant contre la "loi de réforme des Universités" (LRU) n'est pas une défaite extérieure. L'expliquer par la seule action des étudiants anti-bloqueurs soutenus par les organisations de droite, ou par la seule "capacité de conviction" du gouvernement dans le rapport de force qui l'oppose à sa prétendue contestation, revient à s'interdire de le comprendre véritablement. Les raisons de l'échec sont à chercher du côté des formes d'organisation de cette lutte elle-même et d'un choix tactique monomaniaque ainsi que dans l'idéologie à laquelle elle est intégrée et qu'elle reproduit plus ou moins consciemment.

Les Assemblées Générales, ont été par excellence le lieu d'une telle reproduction. Ce n'est rien de moins que leur bureaucratization de fond en comble, par l'action combinée des syndicats et organisations majoritaires, qui a conduit à la sclérose du mouvement. De ce fait, elles n'ont été qu'une pépinière de commissions, comités et pinailleries.

Exclusivement centrées sur la question du blocage, elles se sont dès l'origine, par principe, fermées à toute émergence possible d'une vision de la logique capitaliste dont toutes les lois ne sont que le produit. Elles se sont fermées à toute forme de projet

véritable de société. Même aux moments les plus forts du mouvement, ou la question du blocage était acquise, au moment où les anti-bloqueurs avaient déserté les lieux, alors que les discussions pouvaient prendre de la hauteur, les A.G. restaient aveuglément et quasi mécaniquement tendues vers l'objectif de faire voter le blocage. Leur fonctionnement effectif peut se résumer à ceci : avaliser la plupart des propositions d'un comité de lutte noyauté par les syndicats étudiants réformistes. Ce comité de lutte devenait, de fait, un comité décisionnel, en contradiction avec la souveraineté de l'AG

Ainsi les AG des étudiants telles qu'elles se sont déroulées lors de ce mouvement, loin d'être un lieu de discussions, de propositions d'organisation émanant de chacun des individus en lutte, loin d'être le lieu d'une critique sociale effective, n'ont été qu'un lieu de discours. En fait de critique et de projet de société, la seule juxtaposition de revendications partielles, dont celle du réengagement financier de l'Etat – qui ne signifie pas autre chose que la revendication, portée par les étudiants, de leur propre reconnaissance par la logique qui les écrase. Le mouvement étudiant n'a fait ainsi que préparer purement et simplement les conditions de

sa propre soumission, de son propre échec. Il faut ici souligner que le seul point des discours qui rencontra l'adhésion des grévistes comme de leurs opposants était celui de la croyance en la valeur des diplômes et du travail qu'ils impliquent. L'illusion la mieux partagée du milieu étudiant, quelles que soient les directions politiques, ne signifie à son tour pas autre chose que la volonté d'intégration à cette froide mécanique sans sujet qu'est la logique capitaliste elle-même. Comme l'ensemble des grèves syndicalistes, celles des étudiants, de politique qu'elle était encore en 68, s'est transformée en grève revendicative dans un premier temps pour en être réduite aujourd'hui au rang de grève défensive.

Pourtant, c'était du mouvement contre le CPE que le mouvement étudiant actuel prétendait avoir tiré les leçons. Or, c'était bien contre la société capitaliste dans son ensemble, et contre les moyens que son idéologie met en oeuvre pour toujours tuer dans l'œuf toute forme auto-organisée et autodéterminée, qu'une partie des acteurs du mouvement contre le CPE s'était élevée. Malgré cela, là où les différents groupes se réclamant de la tendance "Ni CPE, ni CDI" avaient commencé à se coordonner en vue d'une critique radicale et globale du travail

forcé lui-même, en vue du refus d'un avenir qui serait toujours celui de l'exploitation en bonne et due forme au-delà du seul CPE, le mouvement actuel s'est enfoncé dans le refus d'une seule loi qu'il s'est révélé finalement incapable de repousser, étant d'ores et déjà au pied du mur.

Force est donc de constater que le bénéfice des leçons, des avancées en matière d'organisation et de modes d'action, n'a pas profité pour cette fois. La seule "leçon" retenue a été d'ordre tactique. Mais retenue ne veut pas dire comprise ; tout au contraire. La tactique des blocages, expérimentée lors du CPE, avait certes largement contribué au succès du mouvement. Mais ce succès a été le produit non des blocages en eux-mêmes mais de la critique générale du système dans laquelle ils s'inscrivaient. Ne retenant de cet ensemble que l'outil, convain-

cus qu' "à moins de cent" on pouvait bloquer, par tous les temps, une fac de 30 000 étudiants, une partie du mouvement s'est obstinée à jouer la carte du blocage pour le blocage. Peut-être espéraient-on comme cela "radicaliser" les étudiants en lutte. En fait, ce sont les non-grévistes qui se sont radicalisés, organisés (d'ailleurs efficacement) et opposés au blocage jusqu'à le faire sauter. Ce que les organisations d'extrême-droite n'avaient pu réaliser, une tactique faussement révolutionnaire (puisque déconnectée de son fond idéologique) est parvenue à le faire.

Dans une situation sociale générale explosive, certains étudiants ont tout de même cherché à sortir de la fac, à unir leur mouvement à celui des travailleurs en lutte. Les tentatives faites dans ce sens n'ont jamais rencontré le soutien qu'elles méritaient, et la

volonté "d'élargir le mouvement" est restée lettre morte. L'étape actuelle du mouvement étudiant se clôt donc par un triple échec : idéologique, organisationnel et tactique. Cet échec est aussi le nôtre. Bien qu'ayant analysé assez rapidement la situation et compris l'impasse tactique dans lequel le mouvement s'enfermait, nous n'avons pas été en capacité d'en modifier le cours. Il nous semble cependant que les trois lignes de force qui se dégagent en creux de notre critique (inscription de la lutte dans une analyse du système, organisation d'assemblées populaires, souplesse tactique) sont de nature, si nous parvenons à les porter comme il convient, à modifier la suite des événements. Car il y aura bien d'autres événements...

Julien

(NB : Cet article fait référence à la situation toulousaine).

Point de vue sur de récentes évolutions

Par un effet de bascule générationnel quelques vieux mythes, habillés de nouveaux oripeaux, sont de retour. Il y a de cela une décennie la CNT-AIT s'était élevée contre le confusionnisme réformiste au sein du mouvement libertaire.

Fleurissaient alors des théories possibilistes de compromission et d'alliances qui se sont développées au nom du "municipalisme libertaire" (avec participation aux élections politiques locales), du "syndicalisme différent" (différent dans l'appellation peut-être, mais prêt à des fronts communs avec toutes les raclures syndicales), de la "visibilité médiatique" (avec organisation de cortèges fortement pavés, recours à des fanfares, interviews dans la "grande" presse et autres forfanteries) ou de la "représentativité" (avec participation aux élections professionnelles).

Ceux qui se sont engagés dans cette voie ont réduit leur mouvement à une pacotille aussi médiatisé qu'éphémère. Dix ans après, leur échec est tellement flagrant qu'eux-mêmes ou d'autres en prennent, avec la même absence de réflexion, le contre-pied. Dans le milieu libertariste, le temps était hier

au "syndicalisme révolutionnaire", il est maintenant à la renaissance de l'apologie de l'insurrection. Pile et face d'une même incapacité à appréhender la lutte sociale dans sa complexité, ces deux formules ont en commun un insigne désavantage : elles enferment la lutte dans une seule option tactique, obligeant ceux qui s'y conforment à répéter les mêmes comportements jusqu'à ce que tout le monde soit convaincu de leur inefficacité.

Or, la lutte révolutionnaire, c'est justement l'inverse, c'est poursuivre une finalité et s'y atteler avec des moyens qui soient d'une part compatibles avec la fin poursuivie mais surtout qui n'enferment pas les militants dans la répétition d'un petit nombre de séquences comportementales comme un cochon d'inde dans la roue de sa cage !

Seule une analyse globale de la société dans toutes ses dimensions (économiques, politiques, culturelles, sociales) associée à une volonté de lutte qui prennent bien en compte les réalités de terrain, c'est-à-dire la démarche constitutive de l'anarchosyndicalisme, permet d'éviter cet enfermement.

N.S.

"Nous" ou ... "Ils" ?



DE L'USAGE DU "NOUS"

La monarchie française était une fervente utilisatrice de la première personne du pluriel : "Nous" disait Louis XIV pour parler de lui seul. Ce grand "Nous", appelé pour cela "nous de majesté", signait la grandeur de celui qui dominait tous les autres. Le roi se distinguait ainsi du commun des mortels. Quand "Nous" avait parlé, tout était dit, les autres n'avaient qu'à la fermer.

Dans le mouvement libertaire ce pronom a aussi une histoire. Bien différente. C'est celle d'un des groupes les plus fameux de la FAI (Fédération anarchiste ibérique), le groupe "Nosotros" ("Nous", en espagnol), qui réunissait Durruti, Ascaso, Garcia Oliver et quelques autres copains. Groupe de pensée et d'action en lien étroit avec tout le mouvement social espagnol, "Nosotros" parlait et agissait. Mais uniquement en son nom et rien qu'en son nom.

Et voici que, par un de ces retours dont l'histoire a le secret, le "nous" refait une apparition, et que, contrairement au "nous" des libertaires, il est, comme par le passé royaliste, une façon d'écraser la parole des autres.

Ce nouveau "nous" est le pivot rhétorique et majestueux de textes qui, sous le nom d'"Appel", sont le signe de l'émergence d'une faction*1 dans le mouvement social (ou plus exactement autour de celui-ci). Voici par exemple ce que l'on peut lire dans l'"Appel de Rouen" (25 octobre 2007) :

"Aujourd'hui jeudi 25 octobre 2007 à Rouen une

Assemblée Générale a déclaré la grève, l'occupation et le blocage de l'université. Nous sommes la génération qui s'est battu dans la rue ces dernières années, ces derniers mois. Depuis plusieurs jours, nous avons observé la mobilisation des autres villes. Il nous a semblé que chacun, là où il était, attendait un signal, une étincelle, pour que tout commence. Nous n'avons plus de raison d'attendre."

A moins qu'on nous explique que ce 25 octobre aient été présents, dans un amphithéâtre de l'université de Rouen, – où est censé avoir été écrit ce texte de référence – tous ceux qui se sont battu dans la rue ces dernières années, ce qui d'évidence serait grotesque, ce "nous sommes la génération" constitue une tentative de hold-up sur la parole de millions de personnes. Surtout que, soit dit en passant, les éléments qui se sont le plus "battus dans la rue" ces dernières années (puisque tel est le critère), en l'occurrence les jeunes de banlieues, n'ont certainement pas apporté la plus minime contribution à ce texte d'une facture toute universitaire !

Alors même qu'il se camoufle derrière une phraséologie libertaire ou autonome, ce style de prose est foncièrement absolutiste. L'Appel ne cache d'ailleurs pas sa volonté de puissance, et sa "Proposition V" est de ce point de vue caractéristique*2 :

"A toute préoccupation morale, à tout souci de pureté, nous substituons l'élaboration collective d'une stratégie. N'est mauvais que ce qui nuit à l'accroissement de notre puissance. Il appartient à cette résolution de ne plus distinguer entre économie et politique. La perspective de former des gangs n'est pas pour nous effrayer ; celle de passer pour une mafia nous amuse plutôt."

Une faction qui pose en principe que *n'est mauvais que ce qui nuit à sa propre puissance*, voilà qui est clair et qui nous éloigne définitivement des rivages libertaires.

SUBSTITUTISME ET MÉPRIS

Mais quelle est donc cette "stratégie collective" à laquelle les rédacteurs de l'Appel font allusion ? A l'épreuve des faits, elle ressemble comme deux gouttes d'eau à une manipulation.

En effet, si par le passé les groupes autonomes qui s'organisaient se donnaient la peine de se définir aussi clairement qu'il leur était possible ; l'originalité des nouveaux adeptes du "nous" réside en ceci qu'ils ne se définissent guère, et que, ne se définissant pas, ils SE donnent le droit d'englober tout le monde, en fonction de leurs besoins tactiques. Tantôt ce "nous" là parle au nom des étudiants, tantôt des chômeurs ou des taulards, et si par cas des vieillards se rebellaient dans les maisons de retraite,

gagions qu'ils seraient aussitôt englobés, eux aussi, avec le même enthousiasme. Tout ceci n'est qu'une nouvelle version du substitutisme qui a permis par le passé à un Parti puis à un Comité central, enfin à un seul individu, un Lénine puis un Staline ; de s'ériger au-dessus des masses. C'est ce même substitutisme qui permet au pouvoir "démocratique" de parler au nom du peuple pour mieux l'exploiter.

Certes, lorsqu'on aspire aussi clairement que cela à la "puissance", il est plus flatteur pour son propre ego de se poser en porte-parole d'une masse (la "génération qui s'est battue") plutôt que de dire honnêtement (un mot banni de leur vocabulaire) : "Voilà, nous sommes un groupe de quelques personnes, et voici ce que nous pensons."

Ce haut sentiment de sa propre valeur s'accompagne d'un grandiose mépris pour les foules : "Nous avons subi vos AG, nous les avons même organisées... Cette lutte de pouvoir pour le pouvoir, par le pouvoir, nous la haïssons. Nous l'avons utilisée comme un prétexte pour arrêter le cours normal des choses, se rencontrer, partager, conspirer... Ça vous ne l'avez pas compris, vous étiez absents dans la situation, dans la vie qui se déroulait ici, parce qu'un monde nous sépare." (Appel de Rouen, 13 décembre 2007).

On ne saurait être plus vaniteux ! Voici, dans le fond, ce qu'ils disent : "Oui, nous avons pris part à la direction du mouvement, mais, tas de crétins, vous n'avez rien compris, et c'est pour ça que l'échec est uniquement de votre faute, na nanère !". Il faut une bonne dose de candeur pour s'exprimer ainsi ; car le coup du "responsable mais pas coupable" n'est pas franchement nouveau. Ce procédé simpliste qui consiste à projeter la responsabilité de la faute sur "les autres" (ceux qui sont réduits au rôle de spectateurs) et à éviter ainsi toute réflexion critique sur sa propre action est une clef du fonctionnement psychique du "beauf's" standard et une des plus vieilles astuces de tous les pouvoirs.

REPRÉSENTATION ET DÉRIVE DROITIÈRE

Forme et fond sont liés. Elles sont révélatrices de l'état d'esprit. Le mépris des autres, la volonté de les manipuler, de les mener, de les utiliser... tout cela est aux antipodes de la pensée et de l'éthique libertaires. Ces modes d'actions ont toujours été portés par des gens qui se croient au-dessus du lot, et qui historiquement ont parasité le mouvement révolutionnaire. Leurs circonvolutions littéraires plus ou moins lyriques ne sont là que pour tromper l'auditoire et s'attirer des sympathies.

Dans les textes cités ici, comme dans ceux qui se rattachent à cette faction, on reconnaît aisément l'influence des hédonistes libertariens qui nient la lutte de classe, parce que, issus des classes moyennes, ils n'ont jamais vraiment coupé le cordon ombilical avec, le tout saupoudré en permanences d'envolées prophético-mythomaniaques typiques du

gauchisme le plus éculé. Les mots du prolétariat, les mots des exploités, les mots simples qui vont droit au coeur, tous ces mots là sont aussi absents de leur prose que des colonnes du Figaro Magazine. Ce n'est pas là en effet qu'on va entendre parler de solidarité de classe, d'espoir social ! Au contraire, on se vautre dans la pourriture ambiante. Ces esthètes, aux manières de petits Nérons, n'ont aucune compassion pour la souffrance d'autrui. Ils hument avec allégresse la puanteur qui monte du système, comme si elle pouvait justifier les instincts les plus vils : "Nous admettons la nécessité de trouver de l'argent, qu'importent les moyens..."³

"... de l'argent, qu'importent les moyens ?", voici qu'ils nous présentent comme une de leurs trouvailles l'essence même du capitalisme : faire de l'argent par n'importe quel moyen ! Pour ça non plus le système ne les a pas attendus !

N'empêche, nous vivons un curieux paradoxe : nous sommes dans une période riche de potentialités, dans laquelle les capacités et les envies d'auto-organisation collective se font de plus en plus fortes et parfois même parviennent à se concrétiser. Et voici que prétendant parler au nom de tous les révoltés, "ils" surgissent sur la scène autonome. Et, tels de petits joueurs de flutte de Hamelin, qui auraient pris soin de remplacer le trop usé air de pipeau par un verbiage aristocratico-révolutionnaire clinquant neuf, "ils" travaillent à détacher ceux qui les suivraient des luttes sociales pour les fourvoyer dans les chemins boueux d'une dérisoire "démerde" individuelle présentée comme "la vraie vie".

En tout cas, ami lecteur, exerce ton esprit critique. Derrière les grandes envolées lyriques, les propos sulfureux, la terminologie "anar", "libertaire", "antiautoritaire", "autonome"... peut se cacher une pensée bien réactionnaire.

Un militant CNT-AIT

_1. J'appelle faction des gens qui visent à former un parti (c'est leur propre terme, voir l' "Appel") tout en parlant à la place de larges masses. _2. Le petit fascicule d'où est extrait ce paragraphe ("Appel") se présente comme une édition clandestine, sans nom d'auteur, d'éditeur ni adresse. C'est un choix marketing : l'interdit (surtout sans risque) facilite la diffusion, au moins dans certains milieux. _3. "L'insurrection qui vient" (p 29 -30) par un "Comité invisible" visiblement en recherche de visibilité puisqu'il a cette fois un éditeur (La Fabrique) et une publicité rédactionnelle dans Le Nouvel Observateur. La Fabrique a publié "Maintenant il faut des armes" de Blanqui, préfacé par "Quelques agents du Parti imaginaire" et s'apprête à publier une oeuvre d'un autre grand révolutionnaire, Daniel Bensaid (le "philosophe" de la LCR). On l'aura compris, Appel, Comité invisible, et agents du Parti imaginaire sont ceux qui, sous des appellations diverses, mais avec une unité d'autant plus grande qu'ils sont probablement en partie du moins les mêmes, constituent la faction dont il est question dans cet article.

Sur la misère de nos services de santé



L'état de nos services de santé, qu'ils soient publics ou privés, ne cesse de se dégrader de toutes parts ; la situation, quant à la seule question des effectifs du personnel, risque fort de tourner purement et simplement au catastrophique, aussi bien pour les travailleurs que pour les patients. Par ailleurs, l'état de division dans lequel nous maintenons à la fois l'habitude, parfaitement ancrée dans les mentalités de chacun, d'un fonctionnement hiérarchisé de fond en comble, et les revendications partielles des syndicats, tend toujours à barrer le chemin d'une vue globale de ces problèmes – produits directs de la logique de profit qui pourrit notre société tout entière – *a fortiori* de toute lutte qui serait en mesure de s'en proposer la critique adéquate, en vue de la refondation et la reconstruction collective du service de santé. Se donner la possibilité d'une telle critique effective est aujourd'hui la tâche qui s'impose de plus en plus urgemment.

Chacun sait bien aujourd'hui que nous manquons de plus en plus cruellement de personnels médicaux et paramédicaux (médecins, infirmiers, aides soignants), dans les campagnes, les villes, comme en milieu hospitalier. La cause la plus évidente, pour le cas des médecins, en est le maintien, contre toute logique, du principe du *numerus clausus* qui limite arbitrairement le passage de la première à la deuxième année des études médicales depuis 1972. Ces dix dernières années, les gouvernements suc-

cessifs n'ont fait que reconduire le problème en proposant des augmentations de postes particulièrement ridicules au vu de l'ampleur de la difficulté.

Le manque de médecins s'est ainsi mué depuis déjà bien longtemps en une véritable pénurie. Dans les petites villes, aucune embauche ne vient pallier le départ de plusieurs médecins ou infirmiers et les postes vacants se multiplient. Certains services en hôpital psychiatrique se trouvent souvent placés sous l'exclusive direction de psychologues non qualifiés pour la pratique médicale. Cette pénurie se ressent de plus en plus dans les délais d'attente pour la consultation de certains spécialistes : un minimum de trois mois pour un ophtalmo ou un gynéco, souvent le double pour d'autres domaines. Elle se répercute également sur les conditions de travail de l'ensemble du personnel hospitalier, donc aussi sur la qualité des soins et, pire encore, remet en cause la dignité même des conditions de la vie quotidienne en milieu hospitalier, celle des patients et du personnel soignant.

Ainsi, les internes, qui sont, en principe, à la fois des étudiants encadrés par des médecins dits "seniors" plus expérimentés et des médecins praticiens, avec toutes les responsabilités que cela implique, subissent, comme un des effets de cette pénurie, la négligence partielle ou complète de cette fonction d'encadrement. Les patients peuvent être pris en charge de bout en bout par des

internes inexpérimentés eux-mêmes débordés de travail, au même titre que l'ensemble du service. Les internes sont donc eux aussi en sous-effectif, contraignant ainsi certains services à passer outre le droit du travail par la suppression du repos de garde (repos de douze heures le lendemain d'une garde de nuit aux urgences). Ils sont amenés à enchaîner souvent trente six heures de travail, jusqu'à sept fois par mois. Ces cadences étaient connues depuis longtemps dans les services de chirurgie ; elles s'étendent aujourd'hui, toujours plus, dans d'autres spécialités médicales. Leurs conséquences sont évidentes et ont déjà commencé à se faire sentir, l'Etat aura de plus en plus de mal à les dissimuler : elles signifient la mise en danger pure et simple de la vie même de patients confiés tout entiers à des étudiants inexpérimentés d'une part, et de surcroît, éreintés.

Il faut ici faire remarquer qu'aucun syndicat ne s'est ne serait-ce que proposé l'objectif de remédier à de telles absurdités. On préfère toujours se remplir les poches, parler d'augmentations d'honoraires que l'Etat accordera de bonne grâce, protégeant ainsi les intérêts financiers communs qu'il partage avec une élite médicale dont il a besoin, plutôt que soulever la question de la qualité des soins reçus par le patient et celle de leur suivi ; question autour de laquelle nous pourrions tous unir nos forces, aides soignants, infirmiers, médecins,

internes et patients.

Or, les personnels médicaux et paramédicaux, dans ce contexte, se voient de plus en plus dépossédés de leur pouvoir de réflexion et de décision sur la question de l'organisation de leur propre service, donc aussi sur la question de leur propre pratique. Ce pouvoir et cette légitimité demeurent entre les mains de quelques cadres dirigeants qui, loin des préoccupations de chacun et de l'intérêt collectif, n'avancent que des projets de réductions budgétaires. Ils multiplient les coupes franches et feignent de se satisfaire d'une organisation malsaine et inefficace, qui conjugue pénurie de médecins à temps plein, augmentation des cadences donc travail bâclé, exploitation des externes et internes inexpérimentés (un externe ne touche actuellement pas plus, après quatre ou cinq ans d'étude, de 200 euros par mois pour ce qui est plus qu'un mi-temps : quatre à cinq heures de travail par jour, parfois aussi le samedi, et plusieurs gardes, souvent de 24 heures) et sur-exploitation des infirmiers et aides soignants.

Aujourd'hui ce sont des boîtiers électroniques de sécurité qu'ils entendent distribuer à l'ensemble du personnel psychiatrique sans que personne ne s'en émeuve. Comment se fait-il alors

que personne ne pose la question de savoir combien ces boîtiers ont coûté, combien d'embauches ils permettent d'éviter ? Mieux encore, comment, en cas d'agression, un simple signal électronique, censé alerter les vigiles au moment précis, déjà critique, où son hôte se voit plaqué au sol, pourra-t-il jamais remplacer l'attention que chacun doit porter à l'autre, au sein d'une équipe sereine et soudée ? Comment se fait-il que personne ne se scandalise à l'idée qu'un jour – et c'est le chemin dans lequel nous nous engageons si cette logique persiste – un machin attaché à nos ceintures puisse remplacer la prise en charge collective, seule véritablement efficace, de la sécurité de chacun ? C'est précisément l'existence de telles équipes soudées, et une telle prise en charge collective, que l'on s'interdit en acceptant ces mesures de substitution dont nos enfants, au passage, font déjà les frais dans leurs collèges et lycées, à titre cette fois de mesure de contrôle pur et simple, avec la surveillance biométrique.

Nous ne pourrions plus laisser longtemps une poignée de bureaucrates amputer ainsi les services petit à petit de leurs moyens, de leurs personnels, de leur autonomie, et dégrader ainsi, sans que nous n'ayons notre mot à dire, notre vie quotidienne elle-

même, ainsi que celle des patients, allant jusqu'à mépriser leur propre dignité.

En milieu hospitalier comme partout, c'est la logique du profit, c'est-à-dire celle de l'exploitation des travailleurs, et celle du mépris de l'individu en souffrance, qui dicte sa loi. Une telle logique ne peut être combattue que par une critique des causes profondes du dysfonctionnement des services médicaux, au-delà de la simple accumulation de mesurette elles-mêmes incapables par ailleurs d'en effacer les symptômes. Les difficultés dans lesquelles s'enfoncent toujours plus les travailleurs du service public en général nous concernent tous. Le service public est notre propre bien. C'est à nous qu'il appartient de le reprendre en main pour le repenser, en prenant pour point de départ ce que jamais nous ne devrions perdre de vue : notre propre compréhension de la tâche que nous nous proposons de rendre effective dans cette société. Il nous faut plus que jamais faire émerger ces questions, nos critiques et nos révoltes, dans le but de nous donner les moyens de les mettre en œuvre collectivement, en commençant par refuser tout ce qui nous divise, tout ce qui empêche la libération et la circulation de la parole collective.

Un interne et un militant.

Un mythe à combattre

D'élection en élection, beaucoup de gens, plutôt à "gauche" se plaignent que le Parti socialiste n'est pas vraiment à gauche, qu'il fait des cadeaux au patronat et généralement aux classes dominantes. Aux dernières élections présidentielles, j'ai souvent entendu de la bouche de ces gens que Ségolène Royal est de "droite", que le PS a trahi son idéal progressiste.

En réalité, le PS n'a rien trahi

du tout. Comme tous les partis sociaux-démocrates d'Europe et du monde, il joue son rôle de démineur de tensions sociales, d'occupation de l'espace de la contestation, cherchant à établir un compromis entre le capital et les exploités.

Il prétend toujours vouloir "donner plus à ceux qui ont moins" mais participe de son plein gré à installer et à pérenniser ce qu'il prétend combattre.

Exemple : "SOS Racisme" était et est toujours un satellite du PS qui a pour objectif de combattre la discrimination raciale. De l'autre côté, quand ce parti est au gouvernement, il invente les centres de rétention, expulse à tour de bras les étrangers sans papiers, qualifie les jeunes des cités de "sauvageons", suspecte les ouvriers maghrébins en grève dans l'industrie automobile d'intégrisme musulman...

Mais, ce n'est là qu'un exemple. Approfondissons ce qu'est réellement la social-démocratie.

Historiquement, tous les partis sociaux-démocrates réunis au sein de la deuxième internationale, se réclament au départ du marxisme. Les socialistes pensent alors qu'il faut débarrasser l'Etat de la mainmise des capitalistes pour pouvoir le mettre au service du prolétariat. Pour eux, l'Etat régit les rapports sociaux. A partir de là, deux tendances vont se différencier, l'une "réformiste", l'autre "révolutionnaire". Les "réformistes" (globalement, ceux qu'on continuera d'appeler "socialistes" jusqu'à nos jours) estiment que c'est par une série de réformes dans le cadre légal du parlementarisme que l'on peut parvenir au socialisme. Les "révolutionnaires" (qui formeront les "partis communistes") pensent que l'Etat actuel ne peut qu'être au service de la bourgeoisie et qu'il est donc nécessaire de le vider de son contenu bourgeois pour l'utiliser en tant qu'outil de dictature du prolétariat. C'est le fameux "état ouvrier", censé déperir afin d'aboutir à une société sans classe, selon le modèle marxiste-léniniste.

Malgré leurs divergences, ces deux conceptions partagent bien des points communs :

1/ Pour elles, le prolétariat ne peut s'émanciper par lui-même. Il faut un parti (socialiste ou communiste) pour mener à bien les changements sociaux, quelle que soit la voie choisie.

2/ La conquête de l'Etat est le passage obligé vers le socialisme.

3/ Les mouvements sociaux n'ont de valeur qu'en ce qu'ils permettent de renforcer un parti et de modifier à son profit le rapport de force entre classes sociales. En revanche, ils ne sont porteurs par eux-mêmes d'aucune possibilité d'émancipation.

4/ Le socialisme est "inscrit" dans

l'histoire. Le prolétariat et son représentant (le parti) est l'incarnation d'un futur socialiste inéluctable.

5/ Distinguant les intérêts immédiats du prolétariat et ceux plus lointains, un parti doit avoir un programme minimum et un programme maximum, ce dernier devenant un lointain souvenir idéologique au fur et à mesure que le parti se débat dans le parlementarisme.

Ces deux courants sont donc bien de la même famille et se retrouvent de temps à autre pour un certain temps (Front populaire, programme commun, gauche plurielle...). Mais, alors que le modèle bolchevique (communiste autoritaire) a été progressivement discrédité pour des raisons que personne ne peut plus nier maintenant (goulags, massacres de masse, oppression et exploitation des travailleurs...), le courant

réformiste (social-démocrate) se présente toujours comme au-dessus de tout soupçon et s'érige en moindre mal face aux fascismes rouges (les communistes autoritaires) ou bruns (l'extrême-droite). C'est là une mystification historique : il suffit de voir de quel côté s'est placée la social démocratie chaque fois que des populations se sont soulevées contre leurs oppresseurs. Un bon exemple nous est fourni par la révolte des marins et des ouvriers des chantiers navals allemands en pleine guerre mondiale (la première). Lorsque les Conseils d'ouvriers et de marins commencent à se répandre comme une traînée de poudre, lorsque la ville de Kiel

proclame l'insurrection,... le gouvernement envoie aussitôt vers les révoltés le député social-démocrate Noske. Celui-ci réussit à prendre la tête à la fois des insurgés (grâce à son étiquette, il se fait élire président du Conseil ouvrier) et des forces gouvernementales (il est nommé gouverneur de la ville). L'un de ses premiers ordres sera de demander aux ouvriers de rendre les armes. Il sera débordé, mais la bourgeoisie allemande continuera son travail de division des révoltés en soutenant le parti social-démocrate (SPD) qui s'alliera aux forces les plus réactionnaires. Les sociaux-démocrates feront appel aux officiers prussiens les plus réactionnaires, ceux du général Groëner, pour exterminer la partie la plus consciente du prolétariat. La tragédie de cette révolution allemande avortée, c'est la collusion des socialistes avec les forces de l'ancien régime. Une collusion que

l'on retrouve tout autant dans la "non intervention" dont bénéficia Franco au détriment du peuple espagnol, dans les pleins pouvoirs accordés à Pétain (votés par les députés socialistes), le massacre de la Nouvelle-Calédonie ou le génocide du Rwanda sous

l'ère Mitterrand. Ainsi donc la social-démocratie a beaucoup de sang sur les mains. La différence avec les bolcheviques c'est qu'elle a été assez astucieuse pour ne pas commettre ces forfaits au nom de son projet politique mais au nom de celui de la bourgeoisie qu'elle a servie en bon valet. Tout ceci montre en tout cas qu'on ne peut lui faire aucune confiance.

Manu



ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE ET RÉVOLUTION SOCIALE

Communiste anarchiste

Nous sommes "communistes" au sens non vulgaire et non caricatural, à l'inverse de ce qui apparaît à tout bout de champ dans les pages de livres d'histoire et des médias ("régime communiste", "Etat communiste", "parti communiste", etc.). Le véritable communisme est d'essence anarchiste : anti-étatique (affirmation de la disparition de l'Etat) et anti-autoritaire. Cela signifie la commune libre et l'association des individus. Quand les opprimés et les exploités décident ensemble, dans les assemblées générales, comment ils vivent et ce qu'ils font pour s'entraider. Quand ils utilisent et mettent en commun par la collectivisation et la socialisation tous les biens et les produits de la terre, selon les mots du poète anarchiste du XVIIIème siècle, Sylvain Maréchal : *"On utilise la lumière du soleil qui brille pour tous."* Malheureusement, en 1917, le sens de ce terme a été détourné et dénaturé par les bolcheviks, devenant ensuite la risée du reste du monde.

Assemblées générales : pierre angulaire de la société libre

Nous sommes "communistes" dans nos idées, dans le but pour lequel nous œuvrons ; nous le sommes également dans notre lutte même. Nous sommes convaincus que, seules, les assemblées générales des usines, des services et des habitants de quartiers ou de localités doivent décider comment organiser les grèves (ou les révoltes), les manifestations et les meetings ; comment résister face à la répression des forces coercitives du système. Elles doivent décider, elles-mêmes, sans les représentants auto-proclamés des partis, des syndicats, des députés ou des juges. C'est-à-dire rejeter toute forme de bureaucratie. De telles assemblées générales souveraines sont un gage de succès dans la lutte actuelle, mais aussi un prototype, voire une pierre angulaire de la société libre.

Anarchistes, si vous êtes pour les assemblées générales, puisque vous y voyez une pierre angulaire de la société libre, pourquoi considérez-vous nécessaire la création de "l'organisation anarchiste ouvrière" ? Le lecteur peut alors se demander à quoi servent de telles assemblées.

Commençons par le simple constat que les assemblées générales sont très rares dans la Russie contemporaine. La lutte est menée et conduite, ici, le plus souvent par les politiciens des partis et les bureaucrates syndicaux. Leur comité syndical décide de tous les aspects de la grève. Les ouvriers ne se réunissent que pour confirmer les décisions déjà pri-

ses par ce comité syndical. D'après eux, la masse, "incompétente", n'est pas capable de s'organiser par elle-même - leur opinion est, hélas, devenue banale. Brisons cette triste tradition coûte que coûte ! C'est pour cela qu'il est d'une importance vitale d'unir les opprimés et les exploités qui défendent le principe de souveraineté des assemblées générales.

Cependant, ces assemblées générales seules ne suffisent pas à ce jour, ce d'autant plus qu'elles ne se réunissent que lorsqu'une grève sérieuse éclate. Le pouvoir se manifeste très vite par les représentants des partis et des syndicats. Ceux-ci arrivent à prendre toutes les décisions sur la conduite de la lutte. Ce sont eux qui parlent, délibèrent et négocient avec les patrons et les autorités pour conclure des alliances sur les dos des travailleurs... Les opprimés et les exploités ne deviennent donc que des figurants, comme toujours sous le capitalisme. Outre ce phénomène, les masses "abdiquent" parfois même de leur souveraineté, confiant le soin de penser et de décider aux petits chefs improvisés et aux bureaucrates syndicaux.

Pourquoi ces choses se passent-elles ainsi ?

Les assemblées générales sont généralement un lieu où se prennent les décisions, mais elles ne sont pas une fin en soi. On peut prendre des décisions très différentes, dans cette agora, qui sont contradictoires, voire incompatibles avec les intérêts des exploités et des opprimés en lutte. La forme est fondamentale, le contenu aussi, comme leur harmonie. Car le contenu des décisions est déterminé par ceux qui y participent, par leurs besoins, leurs désirs, leurs idées et leurs convictions. Tout ceci dépend d'eux.

Bien sûr, l'homme est un être social (c'est sa spécificité biologique, si on veut). Son comportement est évidemment structuré par de multiples rapports qui peuvent impulser une profonde entraide et la solidarité. Mais les millénaires d'autorité, de domination et de propriété ont gravement déteint sur sa personnalité. Grâce à des vecteurs idéologiques (concurrence à outrance, poursuite d'avantages privés, égoïsme bestial, conformisme plat et consumérisme pervers), le capitalisme a largement contribué à aller dans cette direction. De plus, aujourd'hui, une fraction significative des exploités et des opprimés est prête à échanger sa liberté contre du confort, à se contenter des miettes acquises au prix d'efforts minimaux et, autant que possible, sans recourir à la lutte. Elle ne veut en aucun cas rompre avec le capitalisme.

Par conséquent, si nous voulons que les assemblées générales restent un lieu libre et indépendant, pour que les exploités et les opprimés soient maîtres de leur lutte et de leur destinée, tous les partisans de ce choix doivent s'unir résolument afin de le défendre. Pour mener à bien cette ambition, nous avons besoin d'une organisation révolutionnaire qui unit dans ses rangs les opprimés et les exploités qui veulent lutter consciemment pour le triomphe de la liberté, de la solidarité et de l'acratie. Si, dès à présent, peu de personnes rejoignent cette organisation révolutionnaire, nous sommes persuadés que nos idées convaincront tôt ou tard, dans un premier temps, une fraction significative des opprimés et des exploités.

Ni parti ni groupe spécifique idéologique

Est-ce que ça signifie que les partisans du "communisme libre" doivent créer un parti politique pour lutter contre le capitalisme sous toutes ses formes ?

Le mot parti contient en lui-même ce que nous refusons. Il signifie ni plus ni moins qu'une "parti-e" du peuple agit pour défendre ses propres intérêts de classe. Un parti se forme par ceux qui prétendent aux postes de chefs afin d'être des représentants institués. Ceux-ci veulent que les exploités et les opprimés leur confient le rôle de conduire la lutte. Les membres d'un parti agissent toujours selon les instructions venues d'en haut, même quand, par exemple, ils agissent à la base en direction du milieu populaire – "Confiez-nous la représentation de vos intérêts. Nous ferons alors..." disent-ils aux opprimés et aux exploités.

Peu importe de quel parti il s'agit, parlementaire, d'avant-garde ou les deux. Dans le premier cas, les dirigeants tentent de représenter les intérêts des différentes classes de la société en promettant tout et n'importe quoi, mais en ne satisfaisant exclusivement que les détenteurs de la richesse et du pouvoir. Dans le deuxième cas, les dirigeants s'autoproclament comme une minorité éclairée du peuple, une élite naturelle qui n'est pas comprise et estimée par les maîtres du moment. Cependant, les objectifs et les tâches de ces partis sont toujours les mêmes : s'emparer du pouvoir, installer un gouvernement et abandonner continuellement, au final, les intérêts des opprimés et des exploités.

Nous n'avons pas l'intention de construire un parti politique. Nous ne voulons pas rester non plus un groupe idéologique de propagande qui se limite à la diffusion simple de nos idées, bien que nous soyons parfois forcés de commencer de cette manière. C'est trop peu pour nous de fréquenter la masse là où elle se trouve et de lui parler. Il est insuffisant pour nous d'aller aux meetings et aux assem-

blées générales des grévistes ou des habitants. Nous ne voulons certainement pas être un groupe idéologique qui produit des analyses, en synthétisant l'expérience de la lutte et en faisant la leçon aux frères de classe - guidés et dirigés de ses hauteurs scientifiques ou culturelles avec plus ou moins de morgue.

La théorie est morte sans la pratique. La conceptualisation pure dans une tour d'ivoire est impuissante sans une réelle confrontation dans le champ social, d'où l'on dégage l'enseignement de l'expérience. Des idées (*a fortiori* les nôtres, celles du "communisme anarchiste") ne peuvent qu'avancer dans le monde que lorsqu'elles sont capables de générer une force sociale. Cela sous-entend, logiquement, que le mouvement social reprenne à son compte plusieurs de nos idées telles que l'acratie et l'action directe, avec l'idéal de liberté. Nous aspirons à ce que le mouvement social détruise ce système pour le remplacer par un nouveau.

La lutte contre le monde actuel de l'autorité, de la domination, de l'exploitation et de l'injustice commence en résistant contre chaque atteinte à notre vie et à notre liberté : des grèves pour l'augmentation du salaire, la diminution du temps de travail, la réduction de notre exploitation, par conséquent, et l'accroissement du temps libre, pour notre auto-développement ; des rassemblements contre la construction de maisons pour les riches et contre la re planification commerciale des quartiers où nous habitons ; de l'opposition contre la construction et l'installation des industries produisant des énergies nuisibles à notre santé et à la nature. Autrement dit, elle commence par des actions au moyen desquelles les opprimés et les exploités défendent leurs droits et leurs intérêts de classe, jusqu'à pouvoir changer le système social.

Cela concerne avant tout la sphère du travail, qui nous asservit à chaque instant. C'est-à-dire dans la place que nous occupons au niveau du procès de fabrication, de production et de reproduction du capital (le lieu où nous vivons et où nous faisons nos études)...

Notre absence de droits se trouve là où demeure le fondement de notre esclavage de tous les jours : l'extraction de la plus-value placée centralement dans l'immense mécanisme totalitaire de notre humiliation et de notre servitude. Nous passons la plupart de notre vie au travail, en vendant notre corps et notre cerveau pour un maigre salaire. Nous dépensons, ensuite, le reste du temps pour reprendre un peu d'haleine, nous détendre, bien dormir, nous mettre en "ordre relatif" et repartir afin d'être plus productifs et rentables. Nous sommes ravalés au rôle d'une machine qui est juste l'appendice d'autres machines de métal et de plastique. C'est précé-

sément là où nous créons la plupart des biens indispensables pour la vie que nous dépendons totalement de n'importe quel caprice de nos maîtres (patron ou chef), qui usurent les biens sociaux réalisés par nous-mêmes à leur seul profit...

C'est pourquoi nous tentons de mettre la sphère du travail (l'entreprise ou le service où nous travaillons, l'école ou l'université où nous étudions) au centre de notre résistance contre le capital et l'Etat, qui nous oppriment, sans nier pour autant tous les autres aspects de la domination : le consumérisme, l'enfermement, la religion, la famille, etc.

Pas de syndicat sans idéologie

Quelqu'un pourrait nous suggérer d'entrer activement dans un syndicat ou d'en fonder un nouveau ? Nous devons répondre "non" !

Les syndicats ont émergé au XIX^{ème} siècle pour remplacer le plus souvent les associations des producteurs (les corps de métiers ou les unions), dissoutes et détruites par le capitalisme. En s'unissant dans les unions selon les professions, les ouvriers ont tenté de s'entraider dans le travail et la vie. Beaucoup de ces unions ont justement agi comme des sociétés de résistance en luttant pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la diminution du temps de travail.

Ces ouvriers ont également agi souvent de manière révolutionnaire, en menant des grèves agitatrices ou des grèves générales. Ils ont aussi favorisé l'émergence d'une culture ouvrière qui s'opposait au capitalisme. Car elle proclamait clairement et ouvertement une finalité révolutionnaire.

Néanmoins, toutes les organisations syndicales, y compris même les plus révolutionnaires, ont toujours eu une faiblesse. Elles ont été conçues en partant des conditions matérielles des travailleurs dans la société existante. Certes, celles-ci étaient liées au contexte d'horrible misère des deux siècles précédents. Le capitalisme n'entendait satisfaire aucun besoin des travailleurs, jusqu'à ce qu'il fût mis au pied du mur, à savoir : la possibilité d'en finir avec lui. Toutefois, cette épreuve a été perdue par les travailleurs. Il s'est trouvé que le capitalisme, dans sa variante industrielle, s'est restructuré par l'avènement du fordisme et du taylorisme. Ces derniers se sont caractérisés par "*une production impersonnelle de masse*", fondée sur le découpage et le chronométrage des tâches (parcellisation), l'apparition des chaînes ou des lignes de montage, etc. En se passant d'un certain "*savoir-faire technique*" des ouvriers, les capitalistes pouvaient donc réduire les frais de production. Des produits standards ont commencé à envahir le marché, en stimulant le jeu de l'offre et de la demande. La bourgeoisie humaniste et progressiste (via l'Etat) a été capable d'accep-

ter un certain nombre de revendications immédiates des ouvriers. Elle y a parfaitement trouvé son compte : le taux de productivité s'est intensifié au maximum tout en pressurant davantage la force de travail par une diminution du temps de travail ; la masse salariale s'est élevée, tout en conservant et en réalisant d'énormes gains. Le mieux-être des travailleurs n'a pas forcément engendré la destruction du système.

En ne restant que dans le cadre de ce dernier, au lieu de lutter pour une autre société, les syndicats se sont également ouverts aux opprimés et aux exploités possédant des convictions très différentes, qui ne voulaient pas nécessairement risquer une rupture avec le capitalisme et l'Etat, préférant même chercher des maîtres plus conciliants, comme les chefs des partis socialistes, puis les bolcheviks. En confiant la lutte pour leurs intérêts aux mains de ces aventuriers avides de pouvoir, les membres des syndicats se sont limités volontairement à la défense du niveau de vie : le pouvoir d'achat (si l'on préfère). Une dualité a ainsi émergé : la lutte politique aux partis et la lutte économique aux syndicats. Ces derniers se sont peu à peu réorganisés selon le même schéma de la représentation parlementaire. Une bureaucratie a grandi et est devenue omnipotente à l'intérieur des organisations syndicales. Ces membres ont été rabaissés à de simples figurants : payeurs de cotisations et exécutants de décisions prises par la bureaucratie. Finalement, les syndicats sont aujourd'hui des appareils idéologiques d'Etat, bien qu'ils s'en défendent, soi-disant, au moyen du neutralisme idéologique (même le syndicalisme révolutionnaire).

Nous ne voulons pas de ce syndicalisme revendicatif qui négocie uniquement un meilleur taux de la valeur de la force de travail. Nous refusons de nous contenter de l'amélioration simple de notre situation d'esclave moderne. Nous n'acceptons pas que l'on parcellise, fragmente et cloisonne la lutte contre le système. L'idéologique, le politique, l'économique, le culturel... sont interdépendants, consubstantiels, voire dialectiquement et transversalement liés.

Nous souhaitons vivre non seulement mieux, mais aussi autrement. Nous voulons juste être libres !

Union ouvrière à finalité communiste anarchiste

L'organisation révolutionnaire que nous voulons construire n'est ni un parti et ni un syndicat. Elle est dans son mode d'organisation une union (ou association) ouvrière, rassemblant les travailleurs qui résistent contre l'exploitation et l'oppression de tous les jours, dans le cadre des revendications immédiates (énumérées précédemment), ces dernières n'étant pas une fin en soi. L'union ouvrière – ou plutôt, "*sociétés ouvrières de résistance*" – ne sont pas fondées uniquement que sur celles-ci. Elles sont seule-

ment un moyen pour qu'ils prennent conscience de leur subjectivité (une classe en soi et pour soi), lorsqu'ils font preuve de solidarité et d'entraide pendant la lutte, lorsqu'ils en viennent à remettre en cause l'autorité, l'oppression, la propriété, l'inégalité, etc.

En défendant de front tous leurs droits, les travailleurs pourront seuls surmonter l'égoïsme, acquérir la dignité humaine en se réveillant de la léthargie séculaire et en se rendant compte aussi qu'il faut en finir entièrement avec le système capitaliste. C'est pourquoi nos sociétés ouvrières de résistance (professionnelles et interprofessionnelles) sont en même temps des organisations idéologiques dont la finalité est le "communisme anarchiste".

Nous sommes donc pour l'union ouvrière qui regroupe les travailleurs pleinement conscients des principes du "communisme anarchiste". C'est-à-dire qu'ils sont libres de toute forme de bureaucratie, de politocaille et d'arrivisme. Toutes leurs décisions sont prises dans les assemblées générales ou à l'échelle supérieure d'un niveau local par leurs mandataires. Ces derniers sont seulement la "voix" de ceux qui les ont désignés.

Ses unions ouvrières ont la vocation de réaliser un travail idéologique de propagande et culturel pour diffuser les principes et la finalité du "communisme anarchiste", en paroles et en actes. Ces unions ouvrières doivent être en capacité de préparer, mener des grèves et autres actions contre le joug du capital et de l'Etat. Notre but est que les travailleurs s'imbibent des positions du "communisme anarchiste", qu'ils commencent à penser et agir comme tel, indépendamment de nos unions ouvrières.

Alors, les assemblées générales créées par eux – aujourd'hui si rares et si instables – peuvent se transformer, dans le futur, en des structures régulières, constantes et permanentes issues de l'auto-organisation et de l'autogestion sur la base du communisme libre. Nous appellerons celles-ci les conseils, les soviets ou les assemblées populaires (selon les us et coutumes de chacun). Alors, en nous inspirant des idées et des principes du "communisme anarchiste", nous, les exploités et les opprimés, irons au grand soir, à l'assaut ultime des bastions de ce vieux monde.

Vadim, du KRAS-AIT Moscou
avec la collaboration de la CNT-AIT Caen.

**KRAS-AIT, c/o V.Damier, ul.Dobroslobodskaya,
d.15/17, str.2, kw.40. 105066 Moscow, RUSSIA
<http://www.kras.fatal.ru> comanar@mail.ru KRAS-
AIT**

**CNT-AIT, BP 2010, 14089 Caen cedex
<http://cnt.ait.caen.free.fr>**

Anarchistes de tous les lycées : unissez-vous !

Cette année encore les lycéens ont démontré leur capacité à s'organiser et à lutter en dehors des cadres conventionnels des partis et des syndicats. Depuis la lutte dite anti-CPE, l'habitude s'est prise un peu partout en France de monter des comités de luttes de lycéens autogérés : le mouvement lycéen s'organise de plus en plus et gagne en expérience et en maturité...



Pendant malgré ces évolutions le mouvement lycéen pêche notamment sur un point : le manque d'orientation et d'idéologie claire. En effet ceux d'entre nous qui nourrissent des aspirations révolutionnaires sortent bien souvent aigris des AG, aux forts relents de social-démocratie et de réformisme nauséabond. C'est pourquoi nous appelons les lycéens ANARCHISTES à se rencontrer et à s'organiser. Dans la région Midi-Pyrénées Nord des prises de contacts ont déjà été effectuées entre lycéens de Montauban, Moissac, Caussade, Castelsarrasin, Agen (47)...

Afin de donner une couleur politique à nos combats, nous autres anarchistes devons diffuser nos idées contre le Capitalisme l'Etat et la Domination, prôner la lutte globale, l'ACTION DIRECTE, l'ABSTENTION ACTIVE...

Participons aux comités de luttes pour y défendre nos positions, nos idées et proposer nos modes d'actions. Groupons-nous et agissons dans nos villes et nos lycées. Editons notre propagande (journaux, tracts, affiches...), organisons des actions, ouvrons des lieux (espaces-co, locaux...). Mais surtout ne restons pas isolés, contactons-nous, coordonnons-nous ! Rencontrons-nous lors d'Assemblées Régionales non-décisionnelles afin de nous coordonner, de rester unis et solidaires mais aussi de préserver l'autonomie des groupes locaux selon le principe du FÉDÉRALISME LIBERTAIRE.

C'est organisés que nous serons une véritable force RÉVOLUTIONNAIRE. Retrouvons-nous le SAMEDI 9 FÉVRIER à Toulouse au 7, rue St-Rémésy [local de la CNT-AIT] à 15h pour une première Rencontre Régionale des Lycéens Anarchistes et pour un bilan et perspectives des luttes actuelles. Le couchage peut être organisé sur Toulouse et ses environs pour ceux qui viennent de loin. Il va sans dire que les lycéens n'habitant pas dans la région Midi-Pyrénées sont les bienvenus.

La lutte est à nous, organisons-la !!!

**C.L.A.M.82 (Comité des Lycéens Anarchistes de
Montauban 82) Contact : clam82@laposte.net**

Sites anarchosyndicalistes

Si vous ne connaissez pas encore le site actualité de l'anarchosyndicalisme (<http://cnt-ait.info>), faites-y un tour ! Ce site, très fourni, présente une quantité impressionnante de documents de qualité en langue française, mais aussi en une série d'autres langues. L'anglais, l'espagnol, le portugais bien sûr, mais aussi le turc, le chinois, l'arabe, l'hébreu, le polonais, et beaucoup d'autres sans oublier la langue internationale libre, l'Espéranto. Bien documenté également le site de l'UL de Caen, <http://cnt.ait.caen.free.fr/> met à votre disposition un forum et donc la possibilité de participer à des discussions sur les sujets du moment et sur des sujets de fond.

Nous rencontrer, nous écrire :

TOULOUSE / CNT-AIT, CASP : 7 rue St Rémésy, 31000. Permanence publique chaque samedi de 17 à 19 heures. Téléphone 05.61.52.86.48.

Tables de Presse CNT-AIT : dimanche en fin de matin aux "puces" de St Sernin, le mardi midi au RU du Mirail, périodiquement dans les quartiers.

MONTAUBAN / Table de presse le samedi à partir de 10H30 sur le marché de Prax-Paris. Autre villes de la région : nous contacter.

Sites internet : voir en page 2.

LA RÉPRESSION AU COEUR DU SYSTÈME

Réunion-débat animée par la CNT-AIT — Entrée libre
Mercredi 30 janvier 2008 à 20 h 30 – Salle municipale, (porche du cinéma le Cratère), 95 grande rue St Michel, Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT, REGARDEZ LA BANDE D'EXPÉDITION. LE NUMERO EN BAS EST CELUI DE VOTRE FIN D'ABONNEMENT. S'IL EST INFÉRIEUR À 104, VOTRE ABONNEMENT A EXPIRÉ.

IN MEMORIAM

Juan

Il avait 88 ans. Né dans cette Andalousie profonde écrasée de misère et de soleil, Juan a été de ceux qui, n'ayant rien, ont su offrir à l'humanité entière, dans la générosité de leur sueur, de leurs larmes et leur sang, ce cadeau inouï : la construction d'un monde nouveau. Ce fut par un certain 19 juillet 1936. Ce fut une certaine révolution libertaire en Espagne. Ce furent des milliers de collectivités agricoles et industrielles. Ce fut la prise en main directe de la vie par tous et par chacun. Un espoir enfin devenu palpable. Cet espoir, Juan l'a toujours gardé vivant au cœur. Il y a battu jusqu'à son dernier souffle.

Digne dans la mort comme il l'a été dans la vie, il nous laisse la force de son exemple. Le drapeau rouge et noir, celui de toutes les batailles, enveloppait son cercueil. C'était l'hommage qu'avait tenu à lui rendre sa famille. C'était l'hommage de ses compagnons. Pour dernier adieu, chacun a lu un poème. La poésie était pour Juan au plus essentiel de la vie car "*La poesia es una arma cargada de futuro*"¹.

Francesito

¹. "La poésie est une arme chargée de futur", poème de Gabriel Celaya.

IN MEMORIAM

Manuel Ramos Castillo

(né à Canjayar, Almería, le 28.01.1917, décédé le 8.10.2007)

En 1920 il part avec sa famille à Tarrasa. Il suit les cours à l'école où il se rebelle. A 13 ans, il entre en apprentissage dans un atelier de menuiserie puis dans une fabrique de conserves d'olives et ensuite, plus sérieusement dans le textile où il apprend l'existence de la CNT. Après un licenciement, il retrouve du travail dans le textile, se passionne pour le cyclisme (1933). Il rentre à la CNT et aux JJLL (Jeunesses libertaires), converti en militant libertaire. Il s'engage dans une "Centurie" de la Colonne Durruti, et, en représentation des JJLL de la Centurie en Pina de Ebro, il assiste aux comices du front d'Aragon. Malade, il est transféré à Bujaroloz puis à Tarrasa où il devient secrétaire des JJLL. Ayant des problèmes avec la police, en octobre 1937, il part dans la "Colonne Ascaso" dans différentes zones (Monzon, Segorbe, Almandin) et finit dans le piège du port d'Alicante. Il subit les souffrances "del campo de los almendros" et du "bataillon disciplinaire" au nord de la Navarre (Ariscun) d'où il s'évade avec succès. Repris, il est enfermé à Elizondo et Pamplona. Il est libéré en octobre 1941 et vit dans la zone de Barcelone. Il travaille dans le charbon puis dans la construction jusqu'en 1949. Il s'exile en France en passant par l'Andorre. A Solférino (Landes) il est ouvrier agricole et maçon. Il milite à Mont-de-Marsan et en 1954 il fonde la CNT à Labouheyre (Landes). Il assiste au CCN de Vierzon et au congrès de Limoges qui décide de la réunification. Il travaille toujours dans la construction et en 1962 il se pose dans les environs de Bordeaux et devient secrétaire de la fédération locale de Bordeaux (1964) et la représente au congrès de Montpellier en 1965 avec Ponciano Alonso. Il milite également à la FAI. Après la mort de Franco, il réside à Perpignan à St Nazaire (66) où il devient membre de la "commission de relations de la Fai". Il collabore avec la CNTf-AIT de Perpignan.

Il est l'auteur de "Una vida azarosa" (Une vie inquiète), "Revolucion 1936-1939", "El ultimo beso" (Dernier baiser).

Sa famille

Comment j'ai échappé à devoir prouver tous les jours que j'étais le père de mon fils.

Nous étions prévenus : à la rentrée des vacances de Toussaint, il faudrait montrer patte blanche à la sortie de l'école primaire. Papiers d'identité obligatoire pour les parents allant chercher leurs enfants. Silence dans les rangs, cette société est ainsi faite qu'en matière de sécurité on n'en a jamais assez. La mesure devait passer tranquillement, comme toutes ces mesures qui transforment notre quotidien en une vie de semi-liberté. Pour ma part, j'ai toujours pensé que quand les ronds de cuir se donnent de l'importance à coups de tampons et de visas, il fallait toujours en venir à l'essentiel, car au bout du compte la lutte contre le "tout sécuritaire" est avant tout une lutte de la raison contre la peur.

Donc, pour moi, cette lutte commence un lundi soir, quand à la demande de présenter mes papiers faite par une charmante animatrice du CLAE (Centre de loisir associé à l'école) j'oppose un refus tout aussi ferme que poli.

Elle : – "Et bien je vais vous demander de présenter votre carte d'identité pour pouvoir récupérer votre fils"

Moi : – "Non, je ne vous la présenterai pas."

Elle : – "C'est une blague ?"

Moi : – "Non, C'est une position politique."

N'étant pas de nature loquace, j'ai remarqué que dans cette société dire "Non" remplace de longs discours.

Elle : – "Euh..... je vais chercher ma directrice ...".

Quelques minutes passent avant que n'arrive une dame laquelle m'affirme tout de go qu'à Toulouse les gens ne sont pas sarkosystes, qu'ils sont de gauche et que demander des papiers aux parents d'élèves est une mesure qui n'a rien à voir avec le discours sécuritaire, etc.

Ma réponse, brève mais inattendue, la laissa scotchée :

– "Et bien, dis-je, si la gauche porte les valeurs de la droite, vous comprendrez pourquoi je suis anarchiste et que je ne vote plus depuis 25 ans."

Tous les animateurs maintenant faisaient cercle et observaient l'échange. Ils avaient l'air abasourdis, comme désolés de

cette révélation de la part d'un adulte au-dessus de tout soupçon. Il y eut un temps de silence, le temps du deuil citoyen devant ce coming-out désagréable. Etait ce le présage d'une contre offensive ? Bien non, le reste ne fût plus qu'une suite de balbutiements autour de la sécurité de mon enfant ce qui me donna l'occasion de porter l'estocade :

– "Mais qu'est ce qui s'est passé ici pour en venir ainsi à vérifier les papiers ?" demandais-je sournoisement, car bien sûr je savais qu'il ne s'était rien passé, strictement rien.

– "Rien, mais des parents sont inquiets..."

Bingo ! Et là je me fis prolix :

mais alors, pour pallier toutes les p a r a n o ï a s a m b i a n t e s , demander les papiers ne suffira pas ! Il faudra céder aux psychopathes, transformer l'école en bunker pour rassurer tous les angoissés du kidnapping, remplacer les agents du CLAE par des légionnaires pour calmer les phobiques... Après avoir décrit un tableau apocalyptique

des méfaits de l'irrationnel, je conclusais que, pour moi, je préférerais stopper d'entrée le délire, et qu'en conséquence, ils ne verraient jamais mes papiers n'y rien qui y ressemble, car on m'avait proposé entre-temps ce compromis ridicule de ne présenter qu'une carte de métro ou de bibliothèque. Cette décision était une décision de principe et n'admettait aucun aménagement, définitive et irrévocable, ils étaient priés de ne plus rien me demander, et rien c'est rien, car ils n'auraient rien sinon qu'une suite d'incidents plus ou moins scandaleux.

J'en restai là en me demandant quelles seraient les suites de cette affaire.

Elles furent étonnantes, non seulement du jour au lendemain, on ne me demanda strictement rien, me concernant cela ne m'étonna pas, ils étaient prévenus. Mais, à ma grande surprise ils ne demandèrent plus rien à personne d'autre...

Prochain épisode : comment j'échapperai au permis pour chien, pour mon vieux toutou qui, en plus, est d'origine Belge.

